

Monsieur le Président de la République, en attendant votre parole....

« Nous, élus locaux, porte-voix des habitantes et habitants et des associations des quartiers populaires, lançons un cri d'alerte au Président de la République Emmanuel Macron, dans l'attente de son discours sur Quartiers 2030.

Les quartiers populaires sont au bord de l'asphyxie et leurs habitants font face à de nombreuses crises.

Une situation de détresse alimentaire frappe les habitants. En France, sur l'année 2022, la forte inflation s'est traduite par une baisse de la consommation qui a atteint le chiffre de -4,6% et une augmentation des prix des produits alimentaires de 13,2% (avec une hausse plus importante concernant les marques distributeurs). Un triste record depuis l'année 1960. Cela se traduit par des situations dramatiques. Des habitants sont contraints de ne pas manger à tous les repas et le nombre de personnes qui font appel aux distributions d'urgence alimentaire ne fait qu'augmenter. Les retours des associations de solidarité sont préoccupants.

En second lieu, les difficultés de paiement des loyers et des charges doivent nous alerter. En 2022, la moitié des organismes HLM a enregistré une augmentation de plus de 10% du nombre de loyers en retard de paiement de plus de trois mois. Cette situation va indéniablement s'aggraver en 2023.

Aussi, le taux de chômage reste important dans les territoires, notamment dans les quartiers populaires où il est 2,7 fois supérieur à celui des autres quartiers des unités urbaines.

La crise écologique et ses conséquences s'ajoutent également aux difficultés que rencontrent nos habitants. L'été 2022 a comptabilisé 33 jours de vagues de chaleur, situation éprouvante pour les personnes vivant dans des zones urbaines et qui va perdurer ces prochaines années.

Le nombre de personnes qui ne recourt plus à leurs droits est à un niveau préoccupant accentué par l'affaiblissement des services publics ce qui amplifie la fracture numérique que subissent de nombreux citoyens.

Par ailleurs, il faut noter que les associations qui ont effectué un travail remarquable durant la COVID sont aujourd'hui à bout de souffle. Des collectivités subissent l'augmentation des coûts et des retards importants dans les projets de renouvellement urbain, elles se retrouvent ainsi dans l'incapacité de lancer les travaux et doivent revoir à la baisse ces projets lancés il y a 10 ans. Cette situation amplifie le doute des habitants dans la parole publique.

Face à la détresse des habitants qui ont le sentiment d'être abandonnés par la République, nous demandons au gouvernement un plan d'urgence pour les quartiers populaires. Dans le cadre des 100 jours de la concertation, il est vital de mettre en place un dispositif pérenne de lutte contre la précarité alimentaire, de geler les prix de l'énergie pour les bailleurs sociaux et de débloquer un abondement de 2Mds€ pour l'ANRU.

Plus que jamais les droits élémentaires à l'éducation, à la sécurité, à la santé, aux sports, à la culture et à l'emploi doivent être une réalité pour toutes et tous.

La politique de la ville vient en complément du droit commun et non pas en remplacement. Or on constate dans nombre de nos quartiers un recul du droit commun. Aussi nous vous demandons son rétablissement à la hauteur des enjeux de ces quartiers populaires.

Après avoir de nombreuses fois tendus la main, nous en appelons une fois de plus à la responsabilité du Président de la République et de son gouvernement. Ignorer ce nouvel appel au secours reviendrait à mépriser la situation de millions d'habitants.

Nous sommes, comme nous vous l'avons déjà signifié disponibles pour contribuer à élaborer des réponses pertinentes. Nous réaffirmons que les quartiers populaires et leurs habitants ne sont pas les problèmes... mais les solutions ! »